

No. 39485

**Spain
and
France**

Treaty between the Kingdom of Spain and the French Republic on civil protection and security. 11 October 2001

Entry into force: *1 March 2003, in accordance with article 18*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Spain, 1 August 2003*

**Espagne
et
France**

Traité entre le Royaume d'Espagne et la République française eu matière de protection et de sécurité civiles. 11 octobre 2001

Entrée en vigueur : *1er mars 2003, conformément à l'article 18*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Espagne, 1er août 2003*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

TRAITÉ ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN MATIÈRE DE PROTECTION ET DE SÉCURITÉ CIVILES

Le Royaume d'Espagne, d'une part, et

La République française, d'autre part, ci-après dénommés les Parties,

Conscients du danger que représentent les catastrophes naturelles et les accidents technologiques majeurs,

Convaincus de la nécessité de développer une coopération entre les organismes compétents dans le domaine de la protection et de la sécurité civiles,

Vu la résolution du Conseil de l'Union européenne du 8 juillet 1991 relative à l'amélioration de l'assistance mutuelle entre Etats membres en cas de catastrophe naturelle ou technologique,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er. Objet et champ d'application

La coopération établie par les Parties porte sur la prévision et la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, la formation des acteurs de la sécurité civile et l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves.

Chacune des Parties s'engage à prêter à l'autre Partie toute l'assistance possible en cas de catastrophe naturelle ou d'accident grave, dans les conditions définies par le présent Traité et sur demande préalable.

Le présent Traité est applicable à l'ensemble du territoire espagnol et aux départements européens et d'outre-mer de la République française.

Article 2. Définitions

Au sens du présent Traité, on entend par :

"Partie requérante", la Partie qui sollicite l'assistance de l'autre Partie sous forme d'envoi d'experts, d'équipes de secours ou de matériel ;

"Partie requise", la Partie qui reçoit la demande d'assistance ;

"Situation d'urgence", la survenance d'une catastrophe d'origine naturelle ou technologique ayant des conséquences graves en termes humains ou susceptibles d'avoir un impact important sur l'environnement ;

"Equipes d'assistance", les membres des équipes de secours ou les experts dépêchés sur les lieux d'un sinistre à la demande de la Partie requérante ;

"Objet d'équipement", le matériel, les véhicules et l'équipement personnel destinés à être utilisés par les équipes d'assistance ;

"Moyens de secours", les éléments d'équipement supplémentaires et autres marchandises emportés pour chaque mission et destinés à être utilisés par les équipes d'assistance ;

"Biens d'exploitation", les marchandises nécessaires à l'utilisation des objets d'équipement et au ravitaillement des équipes d'assistance;

"Autorités compétentes pour la mise en oeuvre du Traité", les Ministres chargés de l'Intérieur de chacune des Parties

Article 3. Domaines de coopération

Les Parties conviennent de développer leur coopération dans le domaine de la protection des personnes, des biens et de l'environnement par :

l'étude des problèmes d'intérêt commun en matière de prévision, de prévention, d'évaluation des catastrophes, d'expertise de leurs causes et de gestion des opérations de secours et des crises ainsi que d'organisation de secours médicaux ;

la mise en oeuvre d'échanges d'experts et de spécialistes ainsi que des échanges d'informations et de documentations pour tout ce qui concerne la protection et la sécurité civiles ;

l'organisation d'actions de formation au profit des acteurs de la protection et de la sécurité civiles et des professionnels de santé ;

la tenue de réunions et de séminaires destinés aux acteurs de la sécurité civile;

l'organisation d'exercices opérationnels communs.

Cette coopération peut être étendue, par avenant au présent Traité, à tous les domaines qui se révéleront utiles à la réalisation des objectifs définis à l'article 1er.

Article 4. Commission mixte

Les actions relevant de la coopération entre les Parties sont arrêtées et mises en oeuvre dans le cadre d'une commission mixte spécialisée dans la protection civile composée à parts égales de représentants des deux Parties. Sa composition est fixée par les autorités compétentes pour la mise en oeuvre du Traité, lesquelles approuvent également ses règles de fonctionnement.

Cette commission se réunit au moins une fois par an. Elle peut également être réunie à la demande de l'une des Parties. La commission mixte élabore les projets d'arrangements prévus à l'article 14 du présent Traité.

Article 5. Coopération en matière de formation

En matière de formation, les Parties mettent en oeuvre la coopération par l'organisation de stages de spécialistes de chaque Etat dans les organismes et les écoles de protection et de sécurité civiles de l'autre Etat.

Chaque Partie peut décider de l'envoi dans l'autre Partie de formateurs chargés d'y dispenser un enseignement adapté aux besoins exprimés par celle-ci. Les droits et obligations de ces personnels ainsi que les modalités pratiques de leur séjour, s'agissant notamment de

leur prise en charge financière, sont fixés d'un commun accord par les Parties dans le cadre de la commission mixte.

Le contenu et les modalités de cette coopération dans le domaine de la formation sont arrêtés par les Parties dans le cadre de la commission mixte.

Article 6. Demande d'assistance

La demande d'assistance exprimée par l'une des Parties est transmise à l'autre Partie par la voie diplomatique.

La demande d'assistance peut porter soit sur une expertise technique ponctuelle, soit sur l'envoi de moyens de secours. Chaque Partie conserve son entière liberté dans la décision d'accorder ou non les secours qui lui sont demandés, notamment en fonction des risques prévisibles sur son territoire, de ses propres opérations en cours et de la disponibilité de ses équipes de secours notamment aérotransportées.

Article 7. Matérialisation de l'assistance

L'assistance prévue dans le cadre du présent Traité est fournie par l'envoi sur le lieu de la catastrophe ou de l'accident grave d'équipes de secours spécialisées en fonction de la nature du sinistre.

En tant que de besoin, les différents services opérationnels d'une des Parties concernées par les missions de secours peuvent effectuer en accord avec les services opérationnels de secours de l'autre Partie, des reconnaissances préalables dans les zones d'intervention potentielles afin de permettre le bon accomplissement des missions de secours ultérieures.

Dans le cas où les circonstances l'exigent, la Partie requérante peut demander l'intervention de moyens spécifiques, notamment aériens.

Article 8. Direction des opérations d'assistance

1. Il incombe aux autorités de la Partie requérante de diriger les opérations de sauvetage et de secours et de donner toutes instructions utiles au responsable des équipes de secours de la Partie requise. Pour chaque opération, la Partie requérante communique par voie diplomatique à la Partie requise le nom et les fonctions de l'autorité chargée d'assurer la direction et la coordination des opérations de secours visées à l'article 7.

2. Les équipes de secours de la Partie requise restent sous l'autorité exclusive de leur responsable pour l'accomplissement de la mission fixée par la Partie requérante.

3. Les personnels des équipes de secours de la Partie requise ont libre accès en tous lieux réclamant leur intervention dans la zone qui leur a été confiée par la Partie requérante.

Article 9. Conditions de passage de la frontière par les équipes d'assistance

1. Aux fins d'assurer l'efficacité et la rapidité nécessaires aux interventions, chaque Partie s'engage à faciliter les formalités de passage de frontière, comme il ressort de ses lois

et règlements et des engagements souscrits dans le cadre de la Convention du 19 juin 1990 d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes. A cette fin, chaque membre de l'équipe de secours de la Partie requise doit être porteur d'un document de voyage en cours de validité.

Le responsable de l'équipe de secours de la Partie requise doit être porteur d'un document attestant de la mission de secours, du type d'unité (s) qui compose (nt) cette équipe et du nombre de personnes qui en font partie. Ce document est délivré par l'autorité à laquelle l'équipe de secours est subordonnée.

Article 10. Entrée et sortie du matériel destiné à l'assistance

1. Le chef de l'équipe de secours de la Partie requise doit être muni d'un état sommaire des objets d'équipement, moyens de secours et biens d'exploitation emportés, attesté, sauf cas d'urgence, par l'autorité à laquelle est subordonnée l'équipe de secours.

2. Les objets d'équipement ainsi que les moyens de secours et biens d'exploitation qui n'ont pas été utilisés lors de la mission de secours doivent être réacheminés vers le territoire de la Partie requise.

Si des circonstances particulières ne le permettent pas, l'autorité responsable de la mission de secours devra en être informée.

3. Les équipes médicales de la Partie requise interviennent avec leur équipement réglementaire. La dotation pour les soins d'urgence de ces équipes comprend des médicaments contenant des substances classées comme stupéfiants et psychotropes pour répondre à des besoins médicaux de grande urgence. Ces médicaments ne peuvent être détenus que par des médecins qui en sont responsables. Ils ne peuvent être utilisés que par un personnel médical qualifié agissant conformément aux dispositions légales et réglementaires de la Partie requise.

La Partie requérante conserve la faculté de procéder à des contrôles sur place.

Article 11. Utilisation d'aéronefs

1. L'intention de faire appel à des aéronefs doit être portée sans délai à la connaissance des autorités compétentes de la Partie requise définies conformément à l'article 8-1 du présent traité. En cas d'accord sur la mise à disposition d'aéronefs, la Partie requise doit indiquer aussi exactement que possible le type et la marque d'immatriculation de l'aéronef, la composition de l'équipage et du chargement, l'heure de départ, l'itinéraire prévu et le lieu d'atterrissage.

2. Sous réserve des stipulations du précédent paragraphe, la législation de chaque Partie relative à la circulation aérienne demeure applicable, notamment l'obligation de transmettre aux organes de contrôle compétents les renseignements sur les vols.

3. La Partie requérante autorise les aéronefs utilisés par la Partie requise à survoler son territoire, sauf zone d'exclusion aérienne pour lesquelles une autorisation spéciale pourra être accordée en fonction des circonstances, ainsi qu'à y atterrir et à y décoller même en dehors des aérodromes.

Article 12. Ravitaillement des équipes de secours

L'équipe de secours de la Partie requise est nourrie et logée pendant la durée de sa mission et ses aéronefs sont, en cas de nécessité, ravitaillés aux frais de la Partie requérante. En outre, dans la mesure où les stocks emportés par l'équipe de secours de la Partie requise sont épuisés, celle-ci est approvisionnée en biens d'exploitation par la Partie requérante. Elle doit également recevoir de la part des autorités de la Partie requérante, en cas de besoin, toute l'assistance médicale nécessaire.

Article 13. Indemnisations

1. La Partie requise renonce à exercer à l'encontre de la Partie requérante son droit à remboursement des débours que lui a occasionné un dommage survenu au cours d'une mission d'assistance, qu'il s'agisse des prestations versées ou maintenues à son agent ou à ses ayants droit, ou des frais de réparation ou de remplacement du matériel endommagé, détruit ou perdu.

2. Ces stipulations ne sont pas applicables lorsque l'auteur des faits dommageables est un tiers par rapport aux opérations de secours. Les prestations ou frais de réparation ou de remplacement sont évalués conformément à la législation et à la réglementation de l'Etat d'origine de l'agent ou des matériels.

3. Si un dommage est causé à un tiers sur le territoire de la Partie requérante par le fait d'un membre d'une équipe de la Partie requise ou d'une chose placée sous la garde de l'un des membres de cette équipe dans l'accomplissement de sa mission, la Partie requérante est responsable du dommage dans les mêmes conditions que si ce dommage avait été causé par ses propres équipes de secours.

Sauf dommage causé volontairement par un agent de la Partie requise et non justifié par l'accomplissement de la mission, la Partie requérante ne demande le remboursement d'aucun des frais que lui a occasionné ce dommage.

Article 14. Développement du Traité

1. Les autorités compétentes pour la mise en oeuvre du Traité concluent les arrangements administratifs particuliers nécessaires à la mise en oeuvre du Traité, notamment en ce qui concerne l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves.

2. Un arrangement administratif précise les modalités spécifiques des opérations de secours réalisées à proximité immédiate de la frontière. Les dispositions prévues aux articles 6 à 14 du présent Traité et relatives aux procédures de demande préalable ne sont pas applicables aux opérations d'intervention effectuées, à proximité immédiate de la frontière, dans le cadre de la gestion quotidienne des secours.

Article 15. Financement des dépenses d'assistance

1. Sauf dispositions contraires décidées d'un commun accord par les Parties, au cas par cas, les domaines de coopération visés aux articles 1 et 3 à 5 sont financés par la Partie requérante, dans la limite des disponibilités budgétaires des Parties.

2. La Partie requérante rembourse à la Partie requise l'ensemble des frais afférents à l'assistance fournie, définie conformément aux articles 1 et 6 à 14 du présent Traité, sauf dispositions contraires convenues entre les Parties dans la limite de leurs disponibilités budgétaires.

3. Dans le cas où le coût de la mission de secours doit, selon la législation en vigueur sur le territoire de la Partie requérante, normalement être supporté par le bénéficiaire direct de cette mission, par ses représentants légaux, ou, en cas de décès du bénéficiaire, par ses ayants droits, la Partie requise en obtient le remboursement directement auprès de la Partie requérante préalablement à toute action récursoire engagée par cette dernière à l'encontre du ou des tiers en question.

Article 16. Arbitrage

Tout différend relatif à l'application du présent Traité sera réglé par les Parties par la voie de la négociation.

Article 17. Relation avec d'autres obligations et accords internationaux

Le présent Traité ne fait pas obstacle à la conclusion de conventions transfrontalières de coopération entre collectivités territoriales ou leurs établissements publics dans le cadre et les limites fixées par le Traité entre le Royaume d'Espagne et la République française relatif à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales signé à Bayonne le 10 mars 1995.

Article 18. Entrée en vigueur, durée et dénonciation

Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification transmise par voie diplomatique de l'accomplissement par chacune des Parties des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Traité.

Le présent Traité est conclu pour une durée illimitée. Chaque Partie peut le dénoncer à tout moment par notification écrite adressée par la voie diplomatique à l'autre Partie. Cette dénonciation prend effet six mois après sa date de notification.

Article 19. Abrogation

Le présent Traité abroge la Convention d'assistance mutuelle entre les services d'incendie et de secours français et espagnols signée à Madrid le 14 juillet 1959, et les avenants y afférents signés à Madrid le 8 février 1973 et à Paris le 19 juin 1978.

Fait à Perpignan le 11 octobre 2001, en deux exemplaires, chacun en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Royaume d'Espagne:

D. MARIANO RAJOY BREY

Pour la République française:

D. DANIEL VAILLANT

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

CONVENIO

ENTRE

EL REINO DE ESPAÑA

Y

LA REPÚBLICA FRANCESA

EN MATERIA DE PROTECCIÓN

Y DE SEGURIDAD CIVIL

El Reino de España, por una parte, y
La República Francesa, por otra parte,
en adelante denominados las Partes,

Conscientes del peligro que representan las catástrofes naturales y los accidentes tecnológicos graves,

Convencidos de la necesidad de desarrollar una cooperación entre los organismos competentes en el ámbito de la protección y de la seguridad civil,

Vista la resolución del Consejo de la Unión Europea de 8 de julio 1991 sobre la mejora de la asistencia recíproca entre Estados miembros en caso de catástrofes naturales o tecnológicas,

Convienen en lo siguiente:

Artículo 1

Objeto y ámbito de aplicación

La cooperación que establecen las Partes se refiere a la previsión y prevención de los riesgos naturales y tecnológicos graves, a la formación de los agentes de protección y seguridad civil y a la asistencia mutua en caso de catástrofes o de accidentes graves.

Cada una de las Partes se compromete a prestar a la otra Parte toda la asistencia posible en caso de catástrofe natural o de accidente grave, previa petición y en las condiciones definidas por el presente Convenio

El presente Convenio será de aplicación a todo el territorio español y a los departamentos europeos y de ultra mar de la República Francesa.

Artículo 2

Definiciones

A efectos del presente Convenio, se entenderá por:

- “Parte requirente”, la Parte que solicite la asistencia a la otra Parte, ya se trate del envío de expertos, o del de equipos de socorro o de material;
- “Parte requerida”, la Parte que reciba la petición de asistencia;
- “Situación de urgencia”, la producida por una catástrofe de origen natural o tecnológico, que tenga consecuencias graves desde el punto de vista humano, o que pueda producir un fuerte impacto medioambiental;
- “Equipos de asistencia”, los miembros de los equipos de socorro o los expertos enviados al lugar del siniestro a petición de la Parte requirente;
- “Objeto del equipamiento”, el material, los vehículos y el equipamiento personal destinados a ser utilizados por los equipos de asistencia;
- “Medios de auxilio”, los elementos suplementarios del equipamiento y otras mercancías que lleven consigo para cada misión y destinadas a ser utilizadas por los equipos de asistencia;

- “Bienes de explotación”, las mercancías necesarias para la utilización de los objetos de equipamiento y para el abastecimiento de los equipos de asistencia;
- “Autoridades competentes para la ejecución del Convenio”, los Ministros encargados de los asuntos de Interior de cada una de las Partes.

Artículo 3

Áreas de colaboración

Las Partes convienen en desarrollar la mutua cooperación en el ámbito de la protección de las personas, los bienes y el medio ambiente mediante:

- el estudio de los problemas de interés común en materia de previsión, prevención, evaluación de las catástrofes, investigación sobre sus causas y gestión de las operaciones de socorro y de crisis, así como la organización de la asistencia médica de urgencia;
- el intercambio de especialistas, así como del intercambio de información y documentación para todo lo que se refiera a la protección y a la seguridad civil;
- la organización de acciones de formación destinadas a los actores de la protección y de la seguridad civil y a los profesionales de la salud;
- la celebración de reuniones y seminarios destinados a los actores de la seguridad civil;
- organización de ejercicios operativos conjuntos..

Esta cooperación podrá ampliarse, mediante un acuerdo adicional al presente Convenio, a todos los ámbitos que se consideren oportunos para la realización de los objetivos definidos en el artículo 1.

Artículo 4

Comisión Mixta

1. Las acciones relativas a la cooperación entre las Partes se decidirán y se ejecutarán en el marco de una Comisión Mixta especializada en protección civil, compuesta a partes iguales por representantes de ambas Partes. Su composición será establecida por las autoridades competentes para la ejecución del Convenio, las cuales aprobarán asimismo su reglamento de funcionamiento.

Esta Comisión se reunirá al menos una vez al año. También podrá reunirse a petición de una de las Partes.

2. La Comisión Mixta elaborará los proyectos de acuerdo previstos en el artículo 14 del presente Convenio.

Artículo 5

Cooperación en materia de formación

En materia de formación, las Partes establecerán la cooperación mediante la organización de cursos de especialistas de cada uno de los Estados en los organismos y escuelas de protección y de seguridad civiles del otro Estado.

Cada Parte podrá decidir el envío de formadores a la otra Parte, que estarán encargados de impartir en ella una enseñanza adaptada a las necesidades expresadas por dicha Parte.

Los derechos y obligaciones de este personal, así como las modalidades prácticas de su estancia, en especial las referentes a la financiación de sus gastos, se establecerán de común acuerdo entre las Partes en el marco de la Comisión Mixta.

El contenido y las modalidades de esta cooperación en el ámbito de la formación, serán determinados por las Partes en el marco de la Comisión Mixta.

Artículo 6

Solicitud de asistencia

1. Toda solicitud de asistencia formulada por una de las Partes será transmitida a la otra Parte por vía diplomática.

La petición de asistencia podrá referirse a la prestación de servicios técnicos puntuales o al envío de medios de socorro.

2. Cada Parte conservará plena libertad para decidir la concesión o denegación del auxilio solicitado, en particular en función de los riesgos previsibles en su territorio, de sus propias operaciones en curso y de la disponibilidad de sus equipos de socorro, especialmente de los aerotransportados.

Artículo 7

Materialización de la asistencia

1. La asistencia prevista en el marco del presente Convenio se prestará mediante el envío al lugar de la catástrofe o del accidente grave de equipos de socorro especializados en función de la naturaleza del siniestro.
En caso necesario, los diferentes servicios operativos de una de las Partes interesadas en las misiones de socorro podrán efectuar reconocimientos previos en las zonas potenciales de intervención, de acuerdo con los servicios operativos de la otra Parte, con el fin de permitir la correcta realización de las misiones de socorro que se efectúen posteriormente.
2. Cuando lo exijan las circunstancias, la Parte requirente podrá solicitar la intervención de medios específicos, especialmente aéreos.

Artículo 8

Dirección de las operaciones de asistencia

1. Incumbirá a las autoridades de la Parte requirente dirigir las operaciones de salvamento y de socorro y dar todas las instrucciones oportunas al responsable de los equipos de socorro de la Parte requerida. Para cada operación, la Parte requirente comunicará por vía diplomática a la Parte requerida el nombre y las funciones de la autoridad encargada de la dirección y coordinación de las operaciones de socorro a que se refiere el artículo 7.

2. Los equipos de socorro de la Parte requerida quedarán bajo la autoridad exclusiva de su responsable para la realización de la misión que haya determinado la Parte requirente.
3. El personal de los equipos de socorro de la Parte requerida tendrá libre acceso a todos los lugares que necesiten de su intervención en la zona que les haya confiado la Parte requirente.

Artículo 9

Condiciones de paso de la frontera

1. Con objeto de garantizar la eficacia y la rapidez necesarias a las intervenciones, cada una de las Partes se compromete a facilitar las formalidades de paso de fronteras, según lo dispuesto en sus leyes y reglamentos y en los compromisos suscritos en el marco del Convenio de 19 de junio 1990, de aplicación del Acuerdo de Schengen de 14 de junio 1985, relativo a la supresión gradual de controles en las fronteras comunes. Con este fin, cada uno de los miembros del equipo de socorro de la Parte requerida llevará consigo un documento de viaje válido.
2. El responsable del equipo de socorro de la Parte requerida deberá llevar consigo un documento que certifique la misión de socorro, el tipo de unidad(es) que compone(n) dicho equipo y el número de personas que lo integran. Este documento será expedido por la autoridad de la que dependa el equipo de socorro.

Artículo 10

Entrada y salida de materiales para la asistencia

1. El jefe del equipo de socorro de la Parte requerida llevará consigo una relación sumaria de los objetos de equipamiento, medios de socorro y bienes de explotación que lleven consigo, que irá certificada, salvo caso de urgencia, por la autoridad de la que dependa el equipo de socorro.
2. Los objetos de equipamiento, así como los medios de socorro y bienes de explotación que no hubieren sido utilizados durante la misión, deberán devolverse al territorio de la Parte solicitada.

Si circunstancias concretas no permitiesen tal cosa, deberá informarse a la autoridad responsable de la misión de socorro.

3. Los equipos médicos de la Parte requerida intervendrán con su equipamiento reglamentario. La dotación de estos equipos para la asistencia médica de urgencia incluirá medicamentos que contengan sustancias clasificadas como estupefacientes y psicotrópicas con objeto de responder a necesidades médicas muy urgentes. Sólo podrán tener en su poder estos medicamentos los médicos responsables de su administración, y sólo podrá utilizarlos el personal médico cualificado que actúe de conformidad con las disposiciones legales y reglamentarias de la Parte requerida. La Parte requirente conservará la facultad de efectuar controles in situ.

Artículo 11
Utilización de Aeronaves

1. La intención de recurrir a aeronaves debe ponerse inmediatamente en conocimiento de las autoridades competentes de la Parte requerida, definidas de conformidad con el artículo 8-1 del presente Convenio. En caso de acuerdo sobre la disposición de aeronaves, la Parte requerida deberá indicar con la mayor exactitud posible el tipo y la placa de matrícula de la aeronave, la composición de la tripulación y de la carga, la hora de salida, el itinerario previsto y el lugar de aterrizaje.
2. Sin perjuicio de lo dispuesto en el apartado anterior, seguirá siendo aplicable la legislación de cada Parte relativa a la circulación aérea, en especial la obligación de transmitir a los organismos de control competentes la información sobre los vuelos.
3. La Parte requirente autorizará a las aeronaves utilizadas por la Parte requerida el sobrevuelo de su territorio, así como a aterrizar y despegar en su territorio, incluso fuera de los aeródromos, salvo en zonas de exclusión aérea, para las cuales podrá concederse una autorización especial en función de las circunstancias.

Artículo 12

Abastecimiento de los equipos de asistencia

La Parte requirente correrá con los gastos de *manutención y alojamiento del equipo de socorro de la Parte requerida durante el transcurso de la misión y, en caso de necesidad, con los de abastecimiento de sus aeronaves. Por otra parte, conforme se fueren agotando las reservas traídas por el equipo de socorro de la Parte requerida, la Parte requirente se encargará de su abastecimiento en bienes de explotación. Asimismo, las autoridades de la Parte requirente proporcionarán, en caso necesario, toda la asistencia medica que sea precisa.*

Artículo 13

Indemnizaciones

1. La Parte requerida renuncia a ejercer contra de la Parte requirente su derecho al reembolso de los gastos ocasionados por daños producidos durante una misión de asistencia, tanto si se trata de las prestaciones pagadas o mantenidas a su agente o a sus derechohabientes, como de los gastos de reparación o de sustitución del material dañado, destruido o perdido.
2. Estas disposiciones no serán de aplicación cuando el autor de los daños sea un tercero en relación con las operaciones de socorro.

Estas prestaciones o gastos de reparación o de sustitución se valorarán de conformidad con las leyes y reglamentos del Estado de origen del agente o de los materiales.

3. Si se producen daños a un tercero en el territorio de la Parte requirente por causa de un miembro de un equipo de la Parte requerida o de un objeto custodiado por uno de los miembros de este equipo en el cumplimiento de su misión, la Parte requirente será responsable de los daños en las mismas condiciones que si estos se hubiesen producido por causa de sus propios equipos de socorro.

Salvo daño causado voluntariamente por un agente de la Parte requerida y no justificado por el cumplimiento de la misión, la Parte requirente no pedirá el reembolso de ninguno de los gastos que le hubiere ocasionado este daño.

Artículo 14

Desarrollo del Convenio

1. Las autoridades competentes para la ejecución del Convenio establecerán los acuerdos administrativos específicos necesarios para la aplicación del Convenio, en particular lo que se refiere a la asistencia mutua en caso de catástrofes o de accidentes graves.
2. Mediante un acuerdo administrativo se concretarán las modalidades específicas de las operaciones de socorro realizadas en la inmediata proximidad de la frontera. Las disposiciones previstas en los artículos 6 a 14 del presente Convenio y las relativas a los procedimientos de solicitud

previa no serán aplicables a las operaciones de intervención efectuadas en la inmediata proximidad de la frontera en el marco de la gestión diaria del socorro.

Artículo 15

Financiación de las actuaciones de asistencia

1. Salvo disposiciones en contrario que las Partes hayan decidido de común acuerdo, y caso por caso, los ámbitos de cooperación a que se refieren los artículos 1 y 3 a 5 serán financiados por la Parte requirente, dentro de los límites de las disponibilidades presupuestarias de las Partes.
2. La Parte requirente reembolsará a la Parte requerida el conjunto de los gastos relativos a la ayuda que haya prestado, definida de conformidad con lo dispuesto en los artículos 1 y 6 a 14 del presente Convenio, salvo disposiciones en contrario entre las Partes dentro de los límites de sus disponibilidades presupuestarias.
3. En caso de que el coste de la misión de socorro tenga que recaer, según la legislación en vigor en el territorio de la Parte requirente, sobre el beneficiario directo de dicha misión, o sobre sus representantes legales, o, en caso de fallecimiento del beneficiario, sobre sus derechohabientes, la Parte requerida será reembolsada directamente por la Parte requirente, con carácter previo a cualquier acción de repetición entablada por esta última contra el tercero o terceros en cuestión.

Artículo 16

Solución de controversias

Las Partes resolverán cualquier controversia relativa a la aplicación del presente Convenio por la vía de la negociación.

Artículo 17

Relación con otros Acuerdos y Obligaciones Internacionales

El presente Convenio no será obstáculo para la conclusión de Convenios transfronterizos de cooperación entre entidades territoriales o sus centros de actividad pública dentro del marco y de los límites fijados por el Convenio entre el Reino de España y la República Francesa sobre cooperación transfronteriza entre entidades territoriales firmado en Bayona el 10 de marzo de 1995.

Artículo 18

Entrada en vigor, vigencia y denuncia del Convenio

1. El presente Convenio entrará en vigor el primer día del segundo mes siguiente a la fecha de recepción de la última notificación, remitida por vía diplomática, de que se han cumplido por cada una de las Partes los procedimientos internos requeridos para la entrada en vigor del presente Convenio.

2. El presente Convenio se concluye por un período de tiempo ilimitado.
3. Cada una de las Partes podrá denunciarlo en cualquier momento mediante notificación escrita dirigida por vía diplomática a la otra Parte. Esta denuncia tendrá efecto a los seis meses de la fecha de notificación.

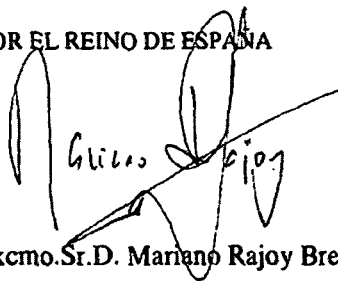
Artículo 19

Disposición derogatoria

El presente Convenio deroga el Convenio de asistencia mutua entre los servicios contra incendios y de socorro franceses y españoles, firmado en Madrid el 14 de julio de 1959, y los acuerdos complementarios correspondientes firmados en Madrid el 8 de febrero de 1973 y en París el 19 de junio de 1978.

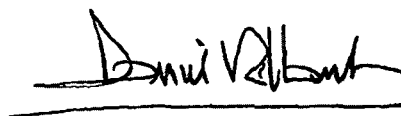
Hecho en Perpiñán, el 11 de octubre de 2001, en dos ejemplares, cada uno de ellos en español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

POR EL REINO DE ESPAÑA



Excmo. Sr. D. Mariano Rajoy Brey
Vicepresidente Primero del Gobierno
y Ministro del Interior

POR LA REPÚBLICA FRANCESA



M. Daniel Vaillant
Ministro del Interior

[TRANSLATION - TRADUCTION]

TREATY BETWEEN THE KINGDOM OF SPAIN AND THE FRENCH REPUBLIC ON CIVIL PROTECTION AND SECURITY

The Kingdom of Spain, on the one hand, and the French Republic, on the other hand, hereinafter referred to as the Parties,

Aware of the danger posed by major natural disasters and technological accidents,

Convinced of the need to develop cooperation between the appropriate agencies in the area of civil protection and security,

In view of the resolution of the Council of the European Union of 8 July 1991 on the improvement of mutual aid among member States in the event of natural or technological disasters,

Have agreed as follows:

Article 1. Purpose and scope

The cooperation established by the Parties relates to the prediction and prevention of major natural and technological risks, the training of civil security personnel, and mutual assistance in the event of disasters or serious accidents.

Each Party pledges to render the other Party all possible assistance in the event of a natural disaster or serious accident under the conditions specified in this Treaty and upon prior request.

This Treaty applies to the entire Spanish territory and to the European and overseas départements of the French Republic.

Article 2. Definitions

For the purposes of this Treaty:

- "Requesting Party" means the Party which requests assistance from the other Party in the form of the dispatch of experts, rescue parties or equipment;
- "Requested Party" means the Party which receives the request for assistance;
- "Emergency" means the occurrence of a natural or technological disaster having serious consequences in human terms or liable to have a significant impact on the environment;
- "Emergency teams" means the members of rescue teams or experts sent to the site of a disaster at the request of the requesting Party;
- "Equipment" means the materials, vehicles and personal equipment intended for use by the emergency teams;
- "Emergency supplies" means the additional pieces of equipment and other goods brought in for each mission and intended for use by the emergency teams;

- "Operational goods" means the goods required for the utilization of the equipment and the provision of supplies to the emergency teams;
- "Competent authorities for the implementation of the Treaty" means the Ministers of the Interior of each Party.

Article 3. Areas of cooperation

The Parties agree to develop their cooperation in the area of the protection of persons, goods and the environment through:

- The study of questions of common interest relating to the prediction, prevention and assessment of disasters, expert evaluation of their causes and the management of emergency operations and crises, as well as the organization of medical assistance;
- The implementation of exchanges of experts and specialists and the exchange of information and documentation with regard to all matters related to civil protection and security;
- The organization of training exercises for those involved in civil protection and security and for health professionals;
- The holding of meetings and seminars for those involved in civil protection and security;
- The organization of joint operational exercises.

This cooperation may be expanded, by an amendment to this Treaty, to any areas that may prove useful to the attainment of the objectives set forth in article 1.

Article 4. Joint Commission

1. Activities relating to cooperation between the Parties shall be finalized and implemented by a joint commission specializing in civil protection, composed of an equal number of representatives of the two Parties. Its composition shall be determined by the competent authorities for the implementation of the Treaty, who shall also approve the rules for its operation.

This commission shall meet at least once a year. It may also meet at the request of one of the Parties.

2. The joint commission shall draft the arrangements provided for in article 14 of this Treaty.

Article 5. Cooperation in training

With respect to training, the Parties shall cooperate by organizing training courses for specialists of each State in the civil protection and security agencies and schools of the other State.

Each Party may decide to send training officers to the other Party to provide training adapted to the needs expressed by the latter.

The rights and obligations of those officers, as well as the practical details of their stay, particularly with respect to the payment of their expenses, shall be determined by agreement between the Parties in the joint commission.

The substance and modalities of this cooperation in the area of training shall be established by the Parties in the joint commission.

Article 6. Request for Assistance

1. A request for assistance expressed by one Party shall be transmitted to the other Party through the diplomatic channel.

The request for assistance may involve either short-term technical expertise or the provision of emergency supplies.

2. Each Party shall maintain its complete freedom to decide whether or not to grant the assistance requested of it, particularly on the basis of the foreseeable risks in its territory, its own ongoing operations and the availability of its emergency teams, especially airborne teams.

Article 7. Provision of assistance

1. The assistance referred to in this Treaty shall be provided through the dispatch to the site of the disaster or serious accident of emergency teams specialized in terms of the nature of the emergency.

If necessary, the various operational services of one of the Parties involved in emergency assistance missions may, by agreement with the operational emergency services of the other Party, conduct preliminary surveys in potential intervention zones in order to ensure that subsequent emergency assistance missions are carried out successfully.

2. If circumstances so require, the requesting Party may request specific means of intervention, including assistance by air.

Article 8. Direction of emergency assistance operations

1. The authorities of the requesting Party shall direct rescue and emergency operations and give all necessary instructions to the leader of the emergency teams of the requested Party. For every operation, the requesting Party shall transmit to the requested Party, through the diplomatic channel, the name and functions of the authority responsible for directing and coordinating the emergency assistance operations referred to in article 7.

2. The emergency teams of the requested Party shall remain under the exclusive authority of their leader in carrying out the mission set by the requesting Party.

The members of the emergency teams of the requested Party shall have free access to all locations requiring their intervention in the zone entrusted to them by the requesting Party.

Article 9. Conditions for border crossing by emergency teams

1. In order to ensure the efficiency and speed necessary for emergency operations, each Party shall undertake to streamline border crossing formalities on the basis of the laws and regulations and commitments made under the Convention of 19 June 1990 implementing the Schengen Agreement of 14 June 1985 relating to the gradual abolition of checks at the common borders. To that end, every member of the emergency assistance team of the requested Party must carry a valid travel document.

2. The leader of the emergency team of the requested Party must carry a certificate indicating the emergency operation, the type of unit(s) that make(s) up the team and the number of persons in the team. That document shall be issued by the authority in charge of the emergency team.

Article 10. Import and export of goods intended for assistance

1. The head of the emergency team of the requested Party must be provided with a basic inventory of the equipment, emergency supplies and operational goods brought in, certified, except in case of emergency, by the authority to which the emergency team is subject.

2. The equipment, as well as the emergency supplies and operational goods that have not been used during the emergency operation, must be re-routed to the territory of the requested Party.

If particular circumstances do not allow for this, the authority in charge of the emergency operation must be informed accordingly.

3. The medical teams of the requested Party shall use their standard equipment. The items provided by those teams for emergency care shall include medicines containing substances classified as narcotic or psychotropic to meet extremely urgent medical needs. Such medicines may be in the possession only of the doctors who are responsible for them. They may be used only by qualified medical personnel acting in accordance with the laws and regulations of the requested Party. The requesting Party shall maintain the right to carry out on-site monitoring.

Article 11. Use of aircraft

1. The intention to use aircraft must be communicated immediately to the competent authorities of the requested Party designated pursuant to article 8, paragraph 1, of this Treaty. If agreement is reached on the provision of aircraft, the requested Party must indicate as precisely as possible the type and registration mark of the aircraft, the composition of the crew and the cargo, the take-off time, the anticipated route and the landing site.

2. Subject to the stipulations of the preceding paragraph, the legislation of each Party on air traffic shall remain applicable, in particular the obligation to communicate flight information to the competent authorities.

3. The requesting Party shall authorize the aircraft used by the requested Party to fly over its territory, except in no-fly zones for which special authorization may be granted de-

pending on the circumstances, and to land in and take off from its territory even at points other than airfields.

Article 12. Provision of supplies to emergency teams

The emergency team of the requested Party shall be provided with food and lodging during its operation and its aircraft shall, if necessary, be refuelled at the expense of the requesting Party. Moreover, should the stocks brought in by the emergency team of the requested Party become exhausted, the team shall be provided with operational goods by the requesting Party. It must also receive all necessary medical assistance from the authorities of the requesting Party, in case of need.

Article 13. Compensation

1. The requested Party shall waive its right to recover from the requesting Party the expenses incurred as a result of an injury during an emergency operation, whether they involve one-time or regular benefits paid to its agent or his beneficiaries, or the costs of repairing or replacing damaged, destroyed or lost equipment.

2. These stipulations shall not apply when the person who committed the injurious acts is a third party to the emergency operations. Compensation or the costs of repair or replacement shall be assessed in accordance with the legislation and regulations of the State of origin of the agent or equipment.

3. If damage is caused to a third party in the territory of the requesting Party owing to an action by a member of the team of the requested Party or by an object in the charge of a member of that team in the performance of his duties, the requesting Party shall be responsible for the damage in accordance with the conditions that would have applied if the damage had been caused by its own emergency teams.

Except in the case of damage caused deliberately by an agent of the requested Party and not justified by the fulfilment of the mission, the requesting Party shall not request reimbursement of any expenses which it has incurred on account of the damage.

Article 14. Development of the Treaty

1. The competent authorities for the implementation of the Treaty shall agree on the particular administrative arrangements necessary for the implementation of the Treaty, particularly with regard to mutual assistance in the event of disasters or serious accidents.

2. An administrative arrangement shall specify the specific modalities of rescue operations carried out in the immediate proximity of the border. The relevant provisions of articles 6 to 14 of this Treaty relating to the procedures for prior request shall not apply to emergency operations conducted in immediate proximity to the border as part of the daily management of emergency assistance.

Article 15. Financing of expenses in connection with assistance

1. Unless otherwise decided by agreement between the Parties on a case-by-case basis, the areas of cooperation referred to in articles 1 and 3 to 5 shall be financed by the requesting Party within the limits of the available budgetary resources of the Parties.

2. The requesting Party shall reimburse the requested Party for all expenses relating to the assistance provided, as defined in accordance with articles 1 and 6 to 14 of this Treaty, unless otherwise agreed between the Parties within the limits of their available budgetary resources.

3. In the event that the cost of the rescue operation must, under the legislation in force in the territory of the requesting Party, normally be borne by the person directly benefiting from that operation, by his legal representatives, or, in the event of his death, by his beneficiaries, the requested Party shall obtain reimbursement of the cost of the operation directly from the requesting Party prior to any action of recourse brought by the latter against the third party or parties in question.

Article 16. Arbitration

Any dispute relating to the implementation of this Treaty shall be settled by the Parties through negotiation.

Article 17. Relationship to other obligations and international agreements

This Treaty shall not preclude the conclusion of agreements on transfrontier cooperation between territorial communities or their government agencies within the framework and limits set by the Treaty on transfrontier cooperation between territorial communities between the Kingdom of Spain and the French Republic, signed at Bayonne on 10 March 1995.

Article 18. Entry into force, duration and denunciation

1. This Treaty shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the last notification, transmitted through the diplomatic channel, of the fulfilment by each of the Parties of the internal procedures required for the entry into force of this Treaty.

2. This Treaty shall be concluded for an indefinite period.

3. Each Party may denounce it at any time by written notification addressed through the diplomatic channel to the other Party. The denunciation shall take effect six months after the date of notification.

Article 19. Abrogation

This Treaty shall abrogate the Convention on mutual assistance between French and Spanish fire and emergency services, signed at Madrid on 14 July 1959, the Additional

Agreement to that Convention, signed at Madrid on 8 February 1973, and the subsequent Agreement signed at Paris on 19 June 1978.

DONE at Perpignan on 11 October 2001, in two copies in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Kingdom of Spain:

D. MARIANO RAJOY BREY

For the French Republic:

DANIEL VAILLANT